



**PRÉFET  
DE HAUTE-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire  
6, avenue du Général de Gaulle – CS 90 254  
43 009 Le Puy-en-velay Cedex

Le Puy-en-Velay, le 21/03/2023

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/03/2023

### **Partie nominative**

**SAGNARD RAYMOND et Fils SARL**

Bouzols  
43700 Arsac-en-Velay

Affaire suivie par : MALTESE-SURGET Léa  
Téléphone : 04 71 06 62 36  
Courriel : lea.surget@developpement-durable.gouv.fr  
Références : UiD4243-MEA-023-0097  
Code AIOT : 0005600910

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 21/03/2023 de l'établissement SAGNARD RAYMOND et Fils SARL implanté LE CHIER 43580 Saint-Privat-d'Allier. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

#### **Les participants à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées, sont :**

- MALTESE-SURGET Léa, Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire, MEA, inspecteur de l'environnement

#### **Les participants à l'inspection, hors inspection des installations classées, sont :**

- Franck SAGNARD, Gérant, SARL SAGNARD Raymond et fils

Le courriel d'échange avec l'administration est [sagnard.tp@wanadoo.fr](mailto:sagnard.tp@wanadoo.fr).

Rédacteur	Vérificateur / Approbateur
L'inspecteur de l'environnement MALTESE-SURGET Léa	Le chef délégué de l'Uid Loire-Haute-Loire Guillaume PERRIN

## Rapport de l'inspection des installations classées

### Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 21/03/2023 de l'établissement SAGNARD RAYMOND et Fils SARL implanté LE CHIER 43580 Saint-Privat-d'Allier, les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Pour les constats « susceptibles de suites », l'exploitant doit, **dans les délais** impartis pour présenter ses observations, respecter les prescriptions concernées tout en transmettant à l'inspection des installations classées par courrier ou courriel, les justificatifs correspondants (selon les cas : commandes, services faits, étude, analyses, photos, etc.). **Dans le cas contraire, il pourra être proposé de mettre en demeure** l'exploitant de respecter les prescriptions édictées pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- Conduite de l'exploitation - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/01/2010 article : 5.2 et 7.2
- Eaux - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/01/2010 article : 9



**PRÉFET  
DE HAUTE-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire  
6, avenue du Général de Gaulle – CS 90 254  
43 009 Le Puy-en-velay Cedex

Le Puy-en-Velay, le 21/03/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/03/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SAGNARD RAYMOND et Fils SARL**

Bouzols  
43700 Arsac-en-Velay

Références : UiD4243-MEA-023-0097  
Code AIOT : 0005600910

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/03/2023 dans l'établissement SAGNARD RAYMOND et Fils SARL implanté LE CHIER 43580 Saint-Privat-d'Allier. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite a été effectuée dans le cadre du plan de contrôle de la DREAL 2023. La dernière visite avait eu lieu le 16 février 2016.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAGNARD RAYMOND et Fils SARL
- LE CHIER 43580 Saint-Privat-d'Allier
- Code AIOT : 0005600910
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SARL Sagnard Raymond et fils a été créée en 1998. Il s'agit du regroupement de la société Sagnard Maurice (créée en 1962) et la société Sagnard Raymond (créée en 1971). L'activité carrière a

été lancée en 1973/75. Deux carrières sont exploitées par la société : une première de pouzzolane à St Privat d'Allier, faisant l'objet de la présente inspection et une seconde de granite à Chaspinhac. Il y a environ deux campagnes de 15 jours d'extraction par an. Environ deux employés travaillent sur site pendant ces périodes.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Situation administratives
- Conduite de l'extraction
- Environnement et risques technologiques

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Conduite de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 14/01/2010, article 5.2 et 7.2	/	Sans objet
7	Eaux	Arrêté Préfectoral du 14/01/2010, article 9	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Nature de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 14/01/2010, article 1, 2	/	Sans objet
2	Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 14/01/2010, article 3	/	Sans objet
4	Explosifs	Arrêté Préfectoral du 14/01/2010, article 5.6	/	Sans objet
5	Déchets	Arrêté Préfectoral du 14/01/2010, article 13	/	Sans objet
6	Risque accidentel	Arrêté Préfectoral du 14/01/2010, article 14	/	Sans objet
8	Bruit	Arrêté Préfectoral du 14/01/2010, article 11	/	Sans objet
9	Poussières	Arrêté Préfectoral du 14/01/2010, article 10	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La carrière est isolée, et l'extraction relativement peu importante. L'exploitation est bien tenue. L'exploitant doit :

- Intégrer au futur dépôt de dossier une adaptation et un recalcul des tonnages autorisés,

SOUS 3 MOIS :

- Effectuer un curage du décanteur déshuiler et envoyer des photos de l'opération à l'inspection,

SOUS 6 MOIS :

- Transmettre l'acte de cautionnement et un plan d'exploitation à jour.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Nature de l'autorisation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/01/2010, article 1, 2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rubriques ICPE et évolution du site
<b>Prescription contrôlée :</b> Art 1 L'exploitant doit respecter les moyennes et les maximums d'activité prévus par son tableau de rubrique ICPE. 2510-1. CARRIERE : 5200 t/an max Art 2 Vérification de la modification ou non du parcellaire. Art 16 Les garanties financières doivent être à jour.
<b>Constats :</b> Art 1 L'exploitant dépasse légèrement, en moyenne, ses tonnages autorisés. L'exploitant a pour projet de demander une extension ; une adaptation des tonnages d'extraction autorisés devra y être incluse. Art 2. L'exploitant a acquis de nouvelles parcelles et souhaite obtenir d'une extension. Une demande d'examen au cas par cas a été déposée le 26 avril 2021 et fait l'objet d'une demande de compléments en cours. Art16. L'exploitant dispose de 6 mois pour transmettre son acte de cautionnement à jour.
<b>Type de suites proposées :</b> Intégrer au futur dépôt de dossier une adaptation et un recalcul des tonnages autorisés Transmettre sous 6 mois l'acte de cautionnement à jour
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Aménagements préliminaires

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/01/2010, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Identification et sécurisation du site
<b>Prescription contrôlée :</b> 3.1 AFFICHAGE. L'exploitant est tenu de mettre en place un panneau indiquant en caractères apparents son identité, les références de l'autorisation, l'objet des travaux, l'adresse de la mairie où le plan de remise en état peut être consulté ; 3.2 BORNAGE. Le périmètre des terrains est matérialisé par des bornes placées en tous points nécessaires à la délimitation des terrains. Ces bornes doivent demeurer en place, visibles et bon ; 3.3 CLOTURE. Le pourtour de la carrière est fermé sans discontinuité par une clôture solide et efficace. Les accès et passages sont fermés par des barrières ou portes. Le danger est signifié par des pancartes. 3.4 ACCES. L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique . Un merlon planté de sujet d'essences locales d'une hauteur de 3 m sera réalisé en limite de l'exploitation côté route.La voie d'accès sera goudronnée sur une quinzaine de mètres au minimum.
<b>Constats :</b> 3.1 Le panneau d'affichage situé à l'entrée de la carrière est à jour. 3.2 Les bornes sont en place et matérialisées par un piquet jaune. 3.3 Le pourtour de la carrière est cloturé à l'aide de barbelés et l'entrée est munie d'un portail. Des pancartes annonçant le danger sont apposées le long de la barrière. 3.4 L'accès à la voirie publique ne semble pas présenter de danger et lors des campagnes, la signalisation est renforcée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Conduite de l'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/01/2010, article 5.2 et 7.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Phasage et remise en état de la carrière
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> 5.2 DEBOISEMENT – DEFRICHAGE : Le déboisement et le défrichage des terrains seront réalisés au fur et à mesure de la progression du front de l'excavation. Ces opérations seront effectuées en dehors des périodes de nidification des espèces sensibles ayant justifiée la détermination de la ZICO (octobre à février). 5.3 DECAPAGE – DECOUVERTE ; Le décapage des terrains est réalisé au fur et à mesure de la progression du front de l'excavation. Les opérations de décapage et de découverte sont réalisées de manière sélective de façon à ne pas mêler les terres végétales, constituant l'horizon humifère, aux stériles. 5.4 EXTRACTION. La côte minimale de l'arrêté est de 1119 m, hauteur maximale de front 15m . Progression frontale orientée ouest-est. Le sous-cavage est interdit. 6 REMISE EN ETAT. Avancement de la remise en état déjà effectuée. 7.2 Une bande de 10m doit être maintenue. 21. PLANS. L'exploitant doit établir et tenir à jour un plan de l'exploitation à une échelle adaptée à la superficie. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.
<b>Constats :</b> 5.2 Le déboisement a été effectuées en dehors des périodes de nidification des espèces. 5.3 Le décapage des terrains est peu important et est réalisé au fur et à mesure de la progression du front de l'excavation. 5.4 La côte minimale de l'arrêté est erronée. En effet, lors de la constitution du dossier pour le renouvellement en 2010, une borne mal placée a induit le géomètre en erreur. L'ensemble des côtes mentionnées au dossier sont en fait 2 m plus basses. L'arrêté mentionne une côte minimale de 1119 m. Hors, sur le terrain, la côte constatée est de 1117 m alors qu'il n'y a pas eu d'extraction en fond. La hauteur maximale de front devra être contrôlée à l'aide du prochain plan d'exploitation. Le gisement est hétérogène et est constitué de pouzzolane, basalte, selon les zones ; ce qui nécessite une adaptation de l'extraction. L'exploitant se situe en phase 3, il n'y a pas de retard ni d'avance de phasage. 7.2 La bande des 10 m est en place. 21. Le plan présenté date de janvier 2017. Il mentionne l'ensemble des informations demandées. L'exploitant dispose de 6 mois pour fournir un nouveau plan à jour.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Transmettre sous 6 mois un plan d'exploitation à jour



#### N° 4 : Explosifs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/01/2010, article 5.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion des explosifs
<b>Prescription contrôlée :</b> L'utilisation des explosifs est interdite.
<b>Constats :</b> Les explosifs ne sont pas utilisés. Les filons de basalte sont extraits à la pelle.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/01/2010, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion des déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> 13 : un tri des déchets est effectué, un registre de suivi des déchets doit être mis en place.
<b>Constats :</b> Aucun déchet n'est produit sur site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 6 : Risque accidentel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/01/2010, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion du risque accidentel
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> 14.1 CONSIGNES D'EXPLOITATION ET DE SECURITE : les consignes d'exploitation et de sécurité sont tenues à jour, elles sont affichées dans les lieux fréquenté par le personnel et aux abords des installations. 14.2 CONNAISSANCE DES PRODUITS – ETIQUETAGE : les fiches données de sécurité doivent être affichées. Il est tenu un registre d'inventaire d'état des stocks à jour. 14.4 INCENDIE : contrôle des dispositifs incendie chaque année. 15.1 ELECTRICITE : contrôle des installations électriques chaque année.
<b>Constats :</b> Il n'y a pas d'installations sur site, pas de bâtiment. L'ensemble de ces prescriptions n'ont donc pas pu être contrôlées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Eaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/01/2010, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion des eaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>9. PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES. Tout stockage de liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention. La capacité de rétention doit être étanche aux produits à confiner et doit résister à l'action physique des fluides.</p> <p>3.5 ENTRETIEN DES ENGINS . L'entretien et le ravitaillement des engins mobiles seront réalisés sur une aire conçue et aménagée de telle sorte que les liquides répandus ne puissent se propager et polluer les eaux.</p> <p>9.2 Pas d'utilisation d'eau industrielle sur le site, à l'exclusion des moyens mis en place pour l'abattage des poussières.</p>
<p><b>Constats :</b> 9. L'exploitation dispose d'une aire étanche reliée à un décanteur/déshuileur. Ce dernier semblait être encombré par de la végétation. Un curage doit être effectué.</p> <p>3.5 Le ravitaillement des engins est effectué à partir d'une citerne mobile. Il est demandé à l'exploitant d'effectuer le ravitaillement des engins soit sur l'aire bétonnée, soit pour les engins en cours d'utilisation sur les fronts, en protégeant le sol des égouttures afin de prévenir toute pollution des sols.</p> <p>9.2 Pas d'utilisation d'eau industrielle sur le site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Effectuer sous 3 mois un curage du décanteur déshuiler et envoyer des photos de l'opération à l'inspection

## N° 8 : Bruit

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/01/2010, article 11
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion du bruit
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un contrôle des niveaux sonores doit être effectué tous les 3 ans. Les valeurs relevées doivent respecter les maximums prévus par le présent article.</p>
<p><b>Constats :</b> La carrière est dans un site isolée et entourée majoritairement de forêts. Le hameau le plus proche est celui du "Chier" et est situé à 500m. Il y a environ un mois d'extraction à la pelle par an. Les nuisances sont donc limitées.</p> <p>Une analyse est prévue dans le cadre de la constitution du porter à connaissance pour l'extension.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : Poussières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/01/2010, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion des poussières
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prendra toutes les dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières sur la carrière, ainsi qu'aux installations de traitement des matériaux.
<b>Constats :</b> La carrière est située dans une combe, de ce fait, la pouzzolane reste relativement humide ce qui limite les envols de poussières lors de l'extraction. De plus, il n'y a pas de traitement de matériaux sur place et la pouzzolane est extraite à la pelle ; process peu poussiéreux.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet